



La société trompée - Comment la population est endoctrinée et préparée à la guerre ?

L'auteur retrace comment l'état d'urgence sanitaire a servi de répétition générale à une dérive autoritaire plus large : numérisation forcée, criminalisation de la dissidence et engagement croissant de Berlin dans une logique de confrontation avec Moscou.

Wolfgang Bittner

ven. 26 juin 2026 46 min de lecture

La situation en Allemagne a connu des changements fondamentaux ces dernières années, sous l'impulsion de forces politiques : l'insécurité et la peur règnent en maître, l'égoïsme a remplacé l'empathie, et la haine envers les ennemis intérieurs et extérieurs prévaut. Cela permet aux dirigeants de traiter la population comme bon leur semble. Nous assistons notamment à une numérisation, à un enregistrement et à une surveillance excessifs. Comme cela apparaît de plus en plus clairement, la peur, en particulier, s'avère être un moyen efficace d'imposer des mesures politiques autoritaires, tant auprès de partisans dociles que d'une population endoctrinée et passive.

Cela s'est manifesté de manière évidente pendant la crise du COVID-19, lorsque le pouvoir exécutif a contourné le Parlement pour imposer des mesures anticonstitutionnelles par le biais de décrets. Du jour au lendemain, les droits constitutionnels des citoyens ont été réduits à néant et la séparation des pouvoirs a été suspendue. La chancelière Merkel et les ministres-présidents des Länder — en contournant le contrôle parlementaire et en faisant fi des droits fondamentaux — ont imposé de vastes restrictions des rassemblements, ainsi que des limitations touchant les secteurs de la culture, du divertissement et de l'hôtellerie-restauration.

Les responsables politiques fédéraux, régionaux et locaux ont imposé des restrictions aux rassemblements et à la liberté de circulation — restrictions que voisins, autorités chargées de l'ordre public et police ont appliquées avec zèle. Ils ont décrété des interdictions de rassemblement, le port obligatoire du masque et d'autres mesures similaires ; les personnes non vaccinées ont été harcelées et marginalisées. Les familles ont été confinées chez elles ; les écoles, les crèches, les universités, les bibliothèques, les centres de loisirs et de nombreux magasins ont été fermés, tout comme les bureaux, les usines et autres entreprises. Les équipements publics sont restés inaccessibles pendant des semaines. Cela a créé une situation surréaliste et extraordinaire, du genre de celles que l'on observe généralement dans les États autoritaires et en temps de guerre.

Non seulement l'administration, mais aussi le pouvoir judiciaire se sont révélés être des exécutants dociles d'une politique gouvernementale illégale, les médias se transformant quant à eux en porte-parole de celle-ci. Il n'y a eu que quelques protestations isolées, qui ont été rapidement étouffées. Les médecins qui délivraient des certificats dispensant leurs patients de la vaccination se sont retrouvés pris dans les rouages du système judiciaire, tout comme un juge qui avait levé l'obligation du port du masque pour les enfants dans deux écoles. Son domicile a été perquisitionné, il a été suspendu de ses fonctions et condamné à deux ans de prison, un jugement confirmé par la Cour fédérale de justice en novembre 2024.[1]

Des choses incroyables se sont produites. Je me souviens de deux policiers poursuivant des enfants qui descendaient une pente en luge au mépris du couvre-feu, de supérieurs obligeant leurs subordonnés à se faire vacciner, et de voisins portant plainte parce qu'un nombre de personnes supérieur à celui autorisé s'était rassemblé chez leurs voisins pour une fête d'anniversaire. Et j'aimerais demander à ces policiers, à ces supérieurs et à ces voisins ce qu'ils pensent aujourd'hui du zèle sadique dont ils ont fait preuve à l'époque, et qui a rendu d'autres personnes malheureuses.

Il semble probable que les mesures humiliantes imposées après la déclaration de la pandémie de COVID-19 aient servi à discipliner la population et à la préparer aux préparatifs de guerre actuellement en cours. « Le pouvoir est revenu à ses postes de commandement abandonnés », écrivaient les psychanalystes Almuth Bruder-Bezzel et Klaus-Jürgen Bruder au printemps 2025. [2] « Il s'est répandu, a réinvesti tous les domaines de la société et de la vie quotidienne, avec assurance et présomption, comme si nous étions déjà en guerre — une guerre à laquelle nous devons encore nous préparer. Et ainsi, cette préparation ressemble déjà à la guerre. Et ce n'est pas seulement une impression ; c'est la guerre — contre la population. »

Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, a déclaré : « La Russie devient une menace croissante pour l'OTAN », [3] et que l'Allemagne doit devenir « capable de mener la guerre » ; le ministre des Affaires étrangères, Wadepuhl, a annoncé : « La Russie restera toujours un ennemi pour nous », [4] ; le chancelier Friedrich Merz a informé le public : « Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes plus en paix non plus » [5], en d'autres termes : nous n'avons pas la paix, et la Russie est l'ennemi juré qu'il faut combattre par tous les moyens nécessaires.

Les citoyens sont donc censés se réjouir que le gouvernement consacre des milliards et des milliards aux dépenses militaires — voire aux préparatifs d'une guerre contre la Russie. Il n'y a pas de moyen plus habile de manipuler une population ; cette arrogance a atteint des proportions excessives. Et malgré la hausse constante des prix des denrées alimentaires, des coûts de chauffage et d'électricité, ainsi que l'appauvrissement visible et l'érosion de l'État-providence, une majorité autoritaire continue de suivre les politiques d'un gouvernement qui trahit ses intérêts.

La peur de la mort attisée

Le blogueur Uli Gellermann, qui tient le blog « Rationalgalerie », connu pour son ton acerbe et provocateur, écrivait en avril 2020, pendant la crise du COVID-19 : « La peur de la mort est l'instrument de pouvoir actuel. Cet instrument est politiquement efficace et, en ce sens, démocratique, puisque les sondages confirment la ligne suivie par les médecins-chefs de la Chancellerie. Le climat actuel de peur est salutaire — c'est ainsi que se sent la majorité de la population en ce moment. » [6] Cela aurait dû être « l'heure de l'opposition constitutionnellement loyale », mais même les Verts et le Parti de gauche ont salué ces mesures totalitaires, ce qui témoigne de l'état désastreux de la conscience démocratique en Allemagne.

En juin 2020, le psychanalyste Klaus-Jürgen Bruder a commenté ainsi la soumission de la population par l'instillation de la peur : « Une population naïve et inconsciente est, sans aucun avertissement, contrainte d'oublier “du jour au lendemain” tout ce qui comptait pour elle jusqu'alors : tous ses objectifs, toutes ses activités, toutes ses relations d'affaires, tous ses contacts — comme par une “blitzkrieg”, après quoi elle se frotte les yeux d'incrédulité le lendemain matin. Le “zéro noir” n'avait pas encore été oublié, alors même que le cap avait été franchi grâce au déploiement fulgurant des plans de sauvetage financier, et la soumission n'était désormais plus qu'une activité de substitution : l'acceptation de nouvelles règles de (non-)contact — ne pas laisser les autres s'approcher de trop près, voire les repousser s'ils s'approchent trop près de moi, se méfier de tout le monde en général, condamner haut et fort les règles précédentes... » [7]

Klaus-Jürgen Bruder a poursuivi : « Il est, après tout, alarmant d'apprendre — d'entendre — qu'une épidémie massive, qui a déjà coûté la vie à de nombreuses personnes à Wuhan, en Chine, nous atteint désormais ici en Europe. Et il est tout aussi compréhensible d'accepter avec gratitude les mesures de protection proposées et de veiller à ce que les autres les respectent également. » Mais ce qui est étonnant, a-t-il dit, « c'est que tout cela se passe sans la moindre remise en question, que la moindre dissidence isolée provoque immédiatement une réaction agressive — comme on n'en a pas vu depuis longtemps, et que l'on ne connaît en réalité que des époques où la critique des actions de l'État conduisait à la dénonciation de l'ennemi. »

Bruder a accordé le bénéfice du doute aux « assujettis », soulignant qu'ils n'avaient pas connaissance de la directive du ministère fédéral de l'Intérieur « dans laquelle il était proposé de manipuler la population par le biais de campagnes de peur massives et coordonnées — puisque ce document n'a circulé qu'en tant que document classifié à usage strictement officiel. » Il a fait référence à un document stratégique du ministère, apparemment divulgué, daté de mars 2020, qui mentionne une « campagne de mobilisation globale » devant être lancée par le gouvernement fédéral. [8]

Cinq ans plus tard, en octobre 2025, Patrick Sensburg, président de l'Association des réservistes de la Bundeswehr, estime qu'en cas de guerre, il y aurait environ un millier de morts et de blessés graves par jour,[9] mais presque personne n'en tient compte. Comme si la guerre contre la Russie était inévitable, comme si la guerre était en réalité tout à fait normale. Le ministre fédéral de la Défense, Boris Pistorius, qui met constamment en garde contre une attaque russe sans aucune preuve, souhaite faire de la Bundeswehr l'armée la plus puissante d'Europe. D'ici 2035, le nombre de soldats en service actif devrait passer de 186 000 à 260 000, et celui des réservistes à 200 000, de sorte qu'au moins 460 000 soldats seront disponibles pour une opération militaire aux côtés des alliés de l'OTAN (contre la Russie).

L'Allemagne est ruinée par des politiciens sans scrupules et entraînée vers une Troisième Guerre mondiale, mais il n'y a pratiquement aucune protestation contre ces politiques destructrices. Au contraire, de nombreuses personnes manifestent contre ceci ou cela — en particulier contre le parti d'opposition, l'AFD — et en faveur de la démocratie, aux côtés des politiciens mêmes qui sont en train de la démanteler.

Gouverner par la peur

Au sujet du gouvernement par la peur, le psychologue et spécialiste des sciences cognitives Rainer Mausfeld, dans son ouvrage « Angst und Macht – Herrschaftstechniken der Angsterzeugung in kapitalistischen Demokratien » [Peur et pouvoir : techniques de domination par la création de la peur dans les démocraties capitalistes], met en avant la technique psychologique de la « création propagandiste de menaces supposées ». [10] Ailleurs, Mausfeld écrit : « L'incertitude ainsi générée peut ensuite, à son tour, être exploitée pour instiller la peur au service du pouvoir. Il s'agit d'un cycle de confusion et de peur dont il est difficile de s'échapper. Les conséquences sociales des émotions intenses et irrationnelles déclenchées par ce processus, ainsi que les divisions sociales qui en résultent, deviennent de plus en plus évidentes. Et elles fourniront certainement de nouveaux prétextes pour intensifier les mesures autoritaires et répressives. » [11] Ce n'est pas un hasard si Mausfeld, excellent analyste des défaillances de la démocratie représentative et des médias, est largement ignoré.

Tout ce qui ne rentre pas dans le moule est supprimé ou interdit ; quiconque ne se plie pas à la ligne officielle peut être intimidé, puni ou réduit au silence d'une autre manière — que ce soit par des perquisitions domiciliaires ordonnées illégalement, des amendes, des sanctions ou — comme cela s'est produit dans certains cas — l'emprisonnement. Ce système est assuré par des responsables politiques, des représentants des médias, des groupes de travail et des programmes conçus pour traquer les opinions indésirables, ainsi que par les procureurs, les tribunaux et même — de manière injustifiée — le Conseil de l'Union européenne.

Michael Ballweg, organisateur de plusieurs grandes manifestations du mouvement « Querdenker », a passé neuf mois en détention provisoire à partir de juin 2022. Il était accusé de fraude et de blanchiment d'argent. L'affaire a été classée sans suite en 2025, avec un simple avertissement pour une prétendue fraude fiscale d'un peu moins de 20 euros. Reiner Füllmich, avocat et porte-parole de la commission d'enquête sur le coronavirus, a été placé en détention provisoire à partir d'octobre 2023 jusqu'à ce qu'il soit condamné, en avril 2025, à trois ans et neuf mois de prison pour le détournement présumé de dons collectés. Le docteur Bianca Witzschel a été condamnée à deux ans et huit mois de prison pour avoir délivré des certificats médicaux concernant l'obligation du port du masque ou l'impossibilité de se faire vacciner, par sens de la responsabilité thérapeutique. Ces affaires relèvent de la compétence d'une commission d'enquête, car elles impliqueraient des violations flagrantes de la loi par l'État.

L'effort mobilisé est considérable. Dans un reportage de la chaîne américaine CBS du 16 février 2025, des journalistes ont déclaré : « Des dizaines d'équipes de police à travers l'Allemagne ont perquisitionné des domiciles avant le lever du soleil mardi, dans le cadre d'une opération coordonnée. La police d'État ne recherchait ni de la drogue ni des armes, mais des personnes soupçonnées d'avoir publié des propos haineux en ligne. »[12]

Le reportage a également révélé qu'une *cellule de lutte contre la haine en ligne* avait été mise en place et qu'il existe, dans le Land de Basse-Saxe, 16 unités chargées d'enquêter sur les discours de haine sur Internet : « Elles traitent environ 3 500 affaires par an (...) Neuf enquêteurs travaillent sur le terrain. Ils reçoivent chaque mois des centaines de signalements de la part de la police, d'organismes de surveillance et de victimes. » Au cours des quatre dernières années, cette unité a « mené à bien les poursuites dans environ 750 affaires de discours de haine. »

C'est incroyable. En Allemagne, des perquisitions domiciliaires — au cours desquelles la police saisit souvent du matériel de travail tel que des smartphones et des ordinateurs portables — sont ordonnées par des représentants de l'État sur la base de l'expression d'une opinion désapprouvée, comme une forme de punition préventive, pour ainsi dire, et les trois procureurs interviewés trouvent cela amusant, pleinement conscients de leur pouvoir usurpé, sous l'œil des caméras.

Parmi les soi-disant « forces qui défendent l'État » figurent également des organisations financées par des fonds publics qui interviennent contre les reportages critiques à l'égard du gouvernement, contre les journalistes qui expriment des opinions indésirables, et contre les soi-disants « théoriciens du complot », « sympathisants de Poutine » ou « non-conformistes ». Dénoncer les prétendus ennemis de la Constitution et les diffuseurs de désinformation est à l'ordre du jour ; le Centre pour la

modernité libérale (LibMod), dirigé par Marieluise Beck[13] et Ralf Fücks[14], deux détracteurs de la Russie, en est un exemple : il bénéficie d'un financement substantiel provenant, entre autres, du ministère fédéral de la Famille et emploi de nombreux collaborateurs. À l'inverse, des forums Internet critiques tels que le très fréquenté *NachDenkSeiten*, qualifié à tort de « média pour anticonformistes », se voient retirer leur statut d'association à but non lucratif.

Dans les cercles des « défenseurs de la démocratie », on ment, on discrimine et on diffame sans retenue. Dans une émission fortement biaisée, le « vérificateur de faits » de la Tagesschau, financé par des abonnements, s'en prend tout simplement à l'historien et auteur suisse Daniele Ganser, à la politologue allemande Ulrike Guérot et à l'ancienne correspondante de l'ARD à Moscou, Gabriele Krone-Schmalz : « douteux », « de qualité inférieure » et « absurde » sont les qualificatifs qui leur sont attribués ; on leur reproche de « promouvoir clairement des positions pro-russes ». [15]

Il s'agit là de projets douteux et de termes vagues que les agences gouvernementales utilisent dans le but de promouvoir la démocratie. Le centre d'investigation prétendument indépendant Correctiv[16], qui a mis sur écoute une discussion privée à Potsdam en novembre 2023 et établi des parallèles avec la tristement célèbre Conférence de Wannsee, a ainsi réussi à lancer une campagne tentaculaire et mensongère « contre la droite » — un terme qui englobe à peu près tout ce qui ne correspond pas au discours politique dominant. [17]

Sanctions de l'Union européenne à l'encontre de particuliers

Ces abus se multiplient. Dans le cadre de son 17e paquet de sanctions contre la Russie, adopté le 20 mai 2025, l'Union européenne a pris une mesure grave qui constitue une atteinte sérieuse à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, marquant une nouvelle étape dans les menaces et les sanctions illégales à l'encontre des journalistes critiques envers le gouvernement et de leurs partisans. Pour la première fois, deux citoyens allemands ont été visés : le journaliste et auteur Thomas Röper et la journaliste et blogueuse Alina Lipp.[18] Tous deux vivent en Russie et y mènent leurs reportages. Selon la justification des sanctions, ils diffuseraient de la « propagande russe » et contribueraient à des « activités de déstabilisation » par le biais de leurs reportages.

Des interdictions d'entrée et de transit ont été imposées à Röper et Lipp, et leurs avoirs en Europe occidentale ont été « gelés ». Il a en outre été ordonné qu'« aucun fonds ni aucune ressource économique ne puisse leur être mis à disposition, que ce soit directement ou indirectement » [19]. Cela signifie également que tout sympathisant ou donateur pourrait faire l'objet de poursuites pénales ; en vertu de la réglementation de l'UE — qui doit être transposée dans le droit pénal national —, une violation intentionnelle des sanctions est passible d'une peine d'emprisonnement.

Les sanctions de la Commission européenne ont également touché le journaliste allemand Hüseyin Doğru, basé à Berlin, ainsi que l'analyste militaire et auteur suisse Jacques Baud, accusé d'entretenir des liens avec la Russie — liens qu'il affirme ne pas avoir. Dans une interview accordée le 19 décembre 2025, Baud a déclaré : « Cette décision est tombée comme un coup de tonnerre. Je ne m'y attendais absolument pas, d'autant plus que j'ai fait tout ce que j'ai pu pour éviter la propagande. Je fais un travail d'analyse... » [20] Comme l'a révélé une question complémentaire posée lors de la conférence de presse fédérale du 17 décembre 2025, le gouvernement fédéral allemand a salué les sanctions illégales de l'UE à l'encontre de M. Baud.[21]

Ce faisant, la Commission européenne — en accord avec le gouvernement allemand — s'arroge des pouvoirs qu'elle n'a pas le droit d'exercer. Les sanctions sont imposées sans que les personnes concernées aient pu être entendues et sans aucune procédure judiciaire. Il n'y a ni jugement ni droit de recours ; il s'agit là d'un pur arbitraire de la part de l'UE, une entité contractuelle dépourvue de légitimité démocratique. Par ces mesures, le Conseil des ministres de l'Union européenne impose aux citoyens européens des sanctions qui menacent leurs moyens de subsistance mêmes et ne sont couvertes par aucun traité. Il agit de manière illégale, comme il le fait de plus en plus souvent dans d'autres cas, et perd ainsi définitivement toute légitimité.

Guerre cognitive

La bataille pour le contrôle du sens est entrée dans une nouvelle phase. Depuis environ 2020, l'OTAN dispose d'un programme consacré à la guerre cognitive — c'est-à-dire la guerre de l'information, les opérations psychologiques et la guerre psychologique. L'objectif ultime est de manipuler la perception de la manière la plus globale possible, comme en témoignent les mesures gouvernementales contre les prétendues « fausses informations », la désinformation et la propagande russe.

Jonas Tögel, chercheur spécialisé dans la propagande, écrit à propos de la guerre cognitive : « La bataille pour l'esprit des gens se transforme ainsi en une technique de guerre à part entière, dont l'objectif déclaré est de faire des gens eux-mêmes un théâtre d'opérations indépendant et officiel de l'OTAN. Ainsi, chaque individu se trouve à tout moment au cœur de cette guerre psychologique de pointe. »[22]

L'OTAN a déclaré que la lutte contre la « désinformation » était l'une de ses missions principales. Tögel cite un document de l'OTAN : « Le moyen le plus efficace de submerger un adversaire est d'influencer ses pensées et ses croyances, le retournant ainsi contre lui-même. Les avancées de la recherche sur la désinformation et son impact sur les sociétés conduiront à l'élaboration de nouvelles stratégies pour contrer ces attaques. »[23]

L'agression contre la Russie a dégénéré en une véritable hystérie. On ne cesse d'évoquer des attaques hybrides menées par la Russie contre les infrastructures allemandes et des drones russes effectuant des missions de reconnaissance au-dessus d'installations militaires. Il est possible que les milieux gouvernementaux allemands cherchent à provoquer un changement fondamental du statu quo par la manipulation de l'opinion publique, l'incitation à la haine et l'instillation de la peur au sein de la population. Une opération sous faux drapeaux pourrait servir à déclarer l'état d'urgence, ce qui permettrait l'application de lois d'urgence et éventuellement l'interdiction du parti AfD.

Même des personnalités politiques de premier plan s'en mêlent ; l'objectif est d'éliminer les adversaires politiques et de discréditer leurs opinions. Dans un discours remarquablement provocateur et clivant prononcé à l'occasion de l'anniversaire du pogrom nazi, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier s'est exprimé le 9 novembre 2025 en faveur du maintien du « pare-feu » et de l'ouverture d'une procédure visant à interdire l'AFD, intervenant ainsi une nouvelle fois de manière partisane dans le débat politique et abusant de sa fonction. Il a estimé que l'État de droit ne devait pas rester les bras croisés jusqu'à ce que ses adversaires deviennent trop puissants, et a souligné : « ... la réponse apportée par notre Constitution est claire : un parti qui s'engage sur la voie d'une hostilité agressive envers la Constitution doit toujours s'attendre à la possibilité d'être interdit. » [24] Cependant, même sans interdire le parti, il existe déjà des moyens de lutter contre l'AFD ; par exemple, les ennemis de la Constitution ne peuvent pas exercer les fonctions de juges, d'enseignants ou de soldats, et « les ennemis de la Constitution peuvent également se voir interdire d'être élus administrateurs de district ou maires », selon Steinmeier. Ce faisant, le président fédéral a plaidé avec véhémence en faveur de la réintroduction des interdictions d'exercer certaines professions en Allemagne.

Projets inquiétants du gouvernement fédéral

Le 9 avril 2025, la CDU/CSU et le SPD ont adopté un accord de coalition pour former le nouveau gouvernement, qui s'est avéré être un pas de plus sur la voie du totalitarisme. Dès le début, il stipule : « Pour définir clairement la voie à suivre dans les années à venir, il faut d'abord clarifier notre position : sur le plan extérieur, les ennemis de notre démocratie libérale s'attaquent à notre liberté. Les puissances autoritaires gagnent en puissance. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine menace également notre sécurité. Nous subissons des attaques hybrides contre notre pays visant à détruire la cohésion sociale en Allemagne, à saper notre démocratie et à mettre en danger notre sécurité. Mais même au sein de notre propre pays, la démocratie est quotidiennement attaquée par ses adversaires. »[25]

Cette « analyse de la situation » suffit à elle seule à mettre en lumière l'état d'esprit de ces responsables politiques — ces mêmes responsables politiques entre les mains desquels le peuple allemand s'est retrouvé après la formation de la coalition. En effet, aucune preuve n'est présentée pour étayer les affirmations selon lesquelles des « ennemis extérieurs de notre démocratie libérale » s'attaqueraient à notre liberté ou que la « guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine » menacerait notre sécurité. Au contraire, nous observons depuis des années comment l'Occident dans son ensemble, mené par les États-Unis, menace la Russie par un flot incessant de nouvelles provocations.

Aucune preuve n'est non plus présentée concernant les soi-disant attaques hybrides ; au contraire, on attise l'agression et l'incitation à la haine contre la Russie – ce qui nous met en danger. Et par qui la démocratie dans notre pays est-elle attaquée quotidiennement, si ce n'est par des politiciens qui sont en train de l'abolir, comme le prouve l'accord de coalition dans de nombreux passages ?

Le texte poursuit : « Sur le plan intérieur, notre économie connaît une croissance faible et persistante. La vie en Allemagne est devenue plus compliquée, plus chère et plus stressante. » On ne se demande pas pourquoi il en est ainsi – et on n'y répond certainement pas. Pas un mot sur les gazoducs de la mer Baltique qui ont explosé et sur les prix de l'énergie ruineux qu'ils ont entraînés – des prix qui poussent de nombreuses entreprises à la faillite ou à s'exiler à l'étranger, et ce bien avant l'attaque contre l'Iran.

Immédiatement après, on promet que le gouvernement dirigé par Friedrich Merz créera « la prospérité pour tous », renforcera les capacités de défense et de dissuasion, et « se tiendra aux côtés de l'Ukraine, qui défend elle aussi notre liberté et les principes de l'ordre fondé sur des règles ». Tout cela ressemble à une publicité pour un fabricant de lessive. La prospérité pour beaucoup était déjà presque une réalité en Allemagne, et la défense ou la dissuasion étaient des préoccupations secondaires car il n'y avait pas d'agresseurs potentiels. Un scénario de menace n'a été construit qu'à la suite des politiques destructrices de l'Occident.

Mais que défendait donc l'Ukraine — un pays qui, à la suite du coup d'État de 2014, était tombé sous la domination de nationalistes et de fascistes et qui, incité par Washington, avait déclenché une guerre civile contre les oblasts de Donetsk et de Louhansk ? Et de quel genre d'« ordre fondé sur des règles » s'agit-il, dont l'Ukraine est censée défendre les principes ? Qui fixe les règles d'un tel ordre ? La Charte des Nations unies — qui régit le droit international dans un esprit d'humanité et de coexistence pacifique — a-t-elle été suspendue ? Et si oui, par qui ?

L'accord de coalition réaffirme sans réserve, à plusieurs reprises, l'engagement envers l'OTAN et les États-Unis, ainsi qu'envers le Royaume-Uni et la France ; à l'inverse — dans le but de s'attirer les faveurs de Washington —, il appelle à endiguer le « rôle destructeur » du « régime iranien » au Moyen-Orient. Et en raison de sa situation géographique en Europe, l'Allemagne doit être « développée davantage en tant que plaque tournante centrale de l'OTAN » ; les dépenses de défense doivent augmenter « de manière significative et rigoureuse », et « les conditions relatives à l'enregistrement et au contrôle des militaires » doivent être mises en place.

De toute évidence, le gouvernement Merz souhaite préparer l'Allemagne à une guerre contre la Russie. C'est sa « démocratie » — et non celle du peuple — qui doit être protégée ; le gouvernement d'un autre État, déclaré ennemi, est qualifié de « régime » ; et la guerre doit être menée en Ukraine à un coût financier et matériel énorme. De nombreuses pages du traité traitent de l'armée, du réarmement, de l'opposition à la Russie et du soutien à l'Ukraine — le tout dans le but de remporter la victoire sur l'ennemi juré, incarné par Vladimir Poutine.

La Russie, l'ennemi

La campagne de dénigrement contre la Russie ne semble pas près de s'arrêter. Alors que Vladimir Poutine fait tout ce qui est en son pouvoir pour éviter une guerre avec l'OTAN, les provocations contre la Russie de la part de l'alliance occidentale — désormais réduite aux États-Unis et à leurs alliés, la soi-disant « coalition des volontaires » — se poursuivent. Malheureusement, le chancelier allemand Friedrich Merz, le vice-chancelier Lars Klingbeil, le ministre de la Défense Boris Pistorius et le ministre des Affaires étrangères Johann Wadepful mènent la charge.

Les partenaires de la coalition à Berlin estiment : « Notre sécurité est aujourd'hui plus menacée qu'elle ne l'a jamais été depuis la fin de la Guerre froide. » C'est exact, mais la conclusion ne l'est pas : « La menace la plus grave et la plus directe vient de la Russie... » Depuis son discours mémorable prononcé au Bundestag allemand en 2001, Vladimir Poutine a proposé à plusieurs reprises de coopérer et a tendu la main. Il a été rejeté et éconduit avec les accords de Minsk. Barack Obama et Joseph Biden, poursuivant la politique de leurs prédécesseurs et utilisant l'Ukraine comme un levier, ont cherché à provoquer un changement de régime à Moscou.

On oublie souvent aujourd'hui que Mikhaïl Gorbatchev a joué un rôle clé dans la réunification de la RDA et de la RFA en 1990. C'est à cette époque qu'a été conclu le traité «Deux plus quatre», entré en vigueur le 15 mars 1991. Il stipulait «que seule la paix émanera du sol allemand». Selon la Constitution de l'Allemagne unifiée, «les actions susceptibles de perturber la coexistence pacifique des peuples – en particulier les préparatifs d'une guerre d'agression – et entreprises dans cette intention sont inconstitutionnelles et punissables par la loi». La renonciation aux armes nucléaires a également été réaffirmée. Cependant, comme on a pu le constater, les traités qui ne conviennent plus aux responsables politiques occidentaux ne sont tout simplement pas respectés.

Les partenaires de la coalition promettent : « Nous apporterons un soutien complet à l'Ukraine afin qu'elle puisse se défendre efficacement contre l'agresseur russe et tenir bon dans les négociations. » Et le ministre de la Défense, Boris Pistorius, affirme que l'Allemagne doit être « prête pour la guerre » d'ici 2029.[26] Ces déclarations ne constituent rien de moins qu'un crime contre la population du pays elle-même, et elles représentent une voie erronée qui menace l'existence même de la nation. Au printemps 2025, de nombreux responsables politiques berlinois n'avaient toujours pas pris conscience que Donald Trump et Vladimir Poutine dialoguaient et négociaient entre eux, et que les États-Unis et la Russie souhaitent la paix en Europe — ou du moins ne veulent pas entrer en guerre l'un contre l'autre. Au lieu de tirer parti de cette situation au profit de l'Allemagne, Friedrich Merz a entraîné son propre pays toujours plus profondément dans le conflit avec la Russie.

Avec Merz au pouvoir, la guerre en Ukraine devrait donc s'éterniser indéfiniment. Pas plus tard que le 13 avril 2025, il a réitéré, dans une interview accordée à la journaliste Caren Miosga, sa volonté de fournir des missiles Taurus à l'Ukraine. Le fait qu'il soit revenu sur sa position peu après serait apparemment dû aux réactions virulentes du Kremlin. Au cours de cet entretien, il a également exposé son point de vue sur le président russe : Poutine commet « les crimes de guerre les plus graves », et il interprète « notre volonté de négocier avec lui non pas comme une offre sérieuse visant à faciliter la paix, mais comme un signe de faiblesse ». À présent, a-t-il déclaré, l'armée ukrainienne doit « sortir de sa posture défensive » ; elle doit par exemple être en mesure de détruire le pont de Crimée. [27]

En réponse, Gilbert Doctorow[28], historien et spécialiste de la Russie, a averti que Friedrich Merz, avec sa « rhétorique belliqueuse... est le dirigeant allemand le plus dangereux depuis Adolf Hitler ». Les Russes avaient immédiatement pris note de ses déclarations et étaient « prêts à lancer une riposte dévastatrice contre l'Allemagne si Merz poursuit sa politique, qui

reflète le pire revanchisme allemand ». » Merz avait « complètement perdu le contrôle » avec « ses projets déclarés de punir la Russie ».[29]

Le vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie et ancien président Dmitri Medvedev a également qualifié Friedrich Merz de nazi,[30] et le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déploré le manque de volonté de la part des gouvernements d'Europe occidentale de « chercher des moyens d'entamer des pourparlers de paix ». Ils étaient « davantage enclins à provoquer davantage la poursuite de la guerre » [31]

L'engagement personnel de Friedrich Merz envers l'Ukraine

Friedrich Merz a apporté — et continue d'apporter — un soutien aux autorités de Kiev. L'ancien ambassadeur ukrainien Andriy Melnyk, qui idolâtre le fasciste Stepan Bandera [32] et s'est distingué par ses insultes et son comportement effronté, s'est adressé publiquement au chancelier allemand nouvellement investi en avril 2025 avec une liste de revendications tout à fait absurde : la coalition devrait adopter une résolution « sur le financement des livraisons d'armes à l'Ukraine s'élevant à au moins 0,5 % du PIB (21,5 milliards d'euros par an) ou 86 milliards d'euros d'ici 2029 [...] lancer et mettre en œuvre la même règle des 0,5 % au niveau de l'UE (372 milliards d'euros d'ici 2029) », ainsi que « la livraison immédiate de 150 missiles de croisière Taurus » et « 30 % des avions de chasse et hélicoptères disponibles en Allemagne... ». [33]

On peut supposer sans risque que de telles exigences n'ont pas été formulées sans consultation préalable de Zelenskyy. Il n'y a pas d'illustration plus claire de la folie qui émane du gouvernement de guerre de Kiev. Les éloges que Merz reçoit de Melnyk sont révélateurs : « Vous savez à quel point j'ai toujours, en tant qu'ambassadeur de longue date, apprécié nos échanges confidentiels avec vous en votre qualité de président de la CDU et de chef du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag. Il n'est pas exagéré de dire qu'en avril 2022, grâce à votre engagement personnel et à la pression massive exercée par l'opposition au Parlement, nous avons réussi à convaincre le chancelier Scholz et la « coalition « feu tricolore » de fournir des armes lourdes à l'Ukraine après de nombreuses hésitations. Votre visite courageuse à Kiev début mai 2022 — en tant que premier homme d'État allemand à s'y rendre — a également constitué un signal fort qui a incité le gouvernement fédéral de l'époque à apporter un soutien militaire bien plus important à l'Ukraine. »[34]

Cela transparait dans le passage suivant de l'accord de coalition : « L'Ukraine, en tant qu'État fort, démocratique et souverain qui détermine son propre avenir de manière indépendante et dans une perspective euro-atlantique, revêt une importance capitale pour notre propre sécurité. Nous renforcerons donc considérablement et poursuivrons de manière fiable notre soutien militaire, civil et politique à l'Ukraine, en collaboration avec nos partenaires. En étroite collaboration avec nos partenaires, nous plaiderons en faveur d'une stratégie commune visant une paix authentique et durable, dans laquelle l'Ukraine agira en position de force et sur un pied d'égalité. Cela inclut également des garanties de sécurité matérielles et politiques pour une Ukraine souveraine. L'Allemagne participera à la reconstruction de l'Ukraine. »

Il semble que Merz et ses partenaires de coalition aient complètement perdu de vue — ou peut-être refusent-ils simplement de reconnaître — que l'Ukraine est un « État défaillant » dont les dirigeants, sous la direction des bellicistes occidentaux, ont l'intention de faire combattre leurs soldats — dont certains ont été enrôlés de force — contre la Russie jusqu'à la dernière balle. Le fait que la Russie, en tant que puissance nucléaire, ne puisse être vaincue échappe à ces instigateurs, qui planifient déjà leurs projets commerciaux dans le cadre de la reconstruction des zones dévastées.

Lorsque l'accord de coalition stipule : « L'objectif de notre politique étrangère et de sécurité est de préserver la paix dans la liberté et la sécurité », ce ne sont là — comme le montrent clairement les déclarations d'intention qui suivent — que des paroles creuses. Cela vaut également pour l'engagement envers l'OTAN, qui est particulièrement mis en avant, ainsi qu'envers les États-Unis et le Royaume-Uni : « L'alliance transatlantique et la coopération étroite avec les États-Unis restent d'une importance capitale pour nous. Nous renforcerons la capacité d'action de l'Europe, approfondirons les partenariats stratégiques existants, en établirons de nouveaux — en particulier avec les pays du Sud — et soutiendrons de toutes nos forces les cadres multilatéraux. ... Le Royaume-Uni est l'un des partenaires les plus proches de l'UE et de l'Allemagne — tant au niveau bilatéral que dans le cadre de l'OTAN. »

On peut se demander si les pays du Sud sont intéressés par des partenariats stratégiques avec des bellicistes. Et qu'en est-il de l'alliance transatlantique et du partenariat étroit avec les États-Unis ? Merz et ses partenaires n'ont manifestement pas encore compris que, depuis la présidence de Donald Trump, cela relève du rêve chimérique, et que l'Allemagne reste dans un état de capitulation inconditionnelle et, en vertu de la Charte des Nations unies, est considérée comme un État ennemi par les adversaires de la Seconde Guerre mondiale,[35] y compris la Russie.

À cela s'ajoute une incroyable impertinence et un culot sans vergogne qui transparaissent dans bon nombre de leurs déclarations. Par exemple, ils ont déclaré : « En coordination avec nos partenaires, nous cherchons des moyens d'exploiter économiquement les avoirs publics russes gelés afin d'apporter un soutien financier et militaire à l'Ukraine. » Qu'est-ce que cela signifie d'autre qu'un vol — aux conséquences graves pour la sécurité du système financier mondial ? Cela a définitivement anéanti le peu de confiance qui restait dans les pseudo-démocraties occidentales.

L'accord de coalition parle de « préserver la paix dans la liberté et la sécurité ». Pourtant, le manque de scrupules des responsables politiques allemands a été une nouvelle fois mis à nu lorsque Friedrich Merz, lors du sommet du G7 à Kananaskis le 17 juin 2025, a déclaré à propos de la guerre d'agression menée par Israël contre l'Iran — qui viole le droit international — : « C'est le sale boulot qu'Israël fait pour nous tous. » [36] On compte des millions de morts, de blessés et de réfugiés de guerre à travers le monde, mais les responsables continuent d'aggraver le conflit. L'horloge de l'apocalypse indique actuellement 89 secondes avant minuit ; les innombrables morts de la Seconde Guerre mondiale ont apparemment été oubliées par les politiciens et journalistes occidentaux influents.

Des idées inquiétantes en matière de politique intérieure

L'accord de coalition contient également des annonces très controversées concernant la politique intérieure. Le chapitre intitulé « Réduire la bureaucratie, moderniser l'État et un système judiciaire moderne » stipule : « L'Allemagne a besoin d'une véritable réforme de l'État. » Il poursuit : « Nous nous engageons en faveur d'une numérisation systématique et d'une approche « exclusivement numérique » : les services administratifs doivent être accessibles par voie numérique et sans complication via une plateforme centrale (« guichet unique »), c'est-à-dire sans avoir à se rendre dans des administrations ou à soumettre des documents écrits. Chaque citoyen devra disposer d'un compte citoyen et d'une identité numérique. Nous mettrons le portefeuille EUDI à la disposition des citoyens et des entreprises, permettant ainsi l'identification, l'authentification et les paiements. »

Cela ressemble à un enclos à moutons où chaque animal se voit apposer une étiquette dans l'oreille qui stocke toutes ses données personnelles. Norbert Häring, journaliste économique et rédacteur en chef du *Handelsblatt*, écrit à ce sujet : « “Exclusivement numérique” signifie que les modes traditionnels d'obtention des prestations publiques et des services de transport, ainsi que l'accomplissement des obligations imposées par l'État, sont systématiquement supprimés afin de contraindre les gens à gérer leurs affaires par voie numérique et via des processus automatisés. Cela s'applique nécessairement aussi aux paiements, où l'argent liquide fait partie des solutions « analogiques » appelées à disparaître. Cela ne signifie pas seulement que les citoyens seront soumis à une surveillance sans faille. Cela signifie également qu'ils devront s'adapter entièrement au système que les bureaucrates et les technocrates ont conçu et programmé ensemble. » [37]

Häring redoute une évolution dystopique : « Le système ne dispose plus de représentants humains capables de garantir qu'il s'adapte avec souplesse aux besoins des personnes — y compris celles ayant des besoins particuliers que les programmeurs n'ont pas anticipés, et celles se trouvant dans des situations spécifiques. » En d'autres termes : le nouveau gouvernement travaille d'arrache-pied à la concrétisation du rêve des technocrates d'une société contrôlée de manière centralisée, dans laquelle les êtres humains sont écartés de leur rôle de décideurs autonomes et transformés en rouages fonctionnels d'une méga-machine sociale contrôlée de manière centralisée. »

L'annonce d'un compte citoyen obligatoire et d'une identité numérique est en effet alarmante. En effet, cela donnerait aux institutions gouvernementales accès à toutes les informations concernant chaque citoyen. Si ces informations sont ensuite utilisées « pour mettre en évidence les droits potentiels à des prestations et simplifier le processus de demande », il n'y aura plus aucune vie privée. Sous prétexte de se soucier du public, les partenaires de la coalition proposent : « Nous fonctionnerons de plus en plus sans qu'il soit nécessaire de déposer une demande. Par exemple, après la naissance d'un enfant, les parents devraient recevoir automatiquement un avis de versement des allocations familiales. »

L'État peut donc accorder des prestations sans exiger de demande — mais, par conséquent, il peut également les révoquer. Il peut aider les citoyens ; il peut même les protéger contre la « désinformation » ou « la haine et l'incitation à la haine » ; mais il peut aussi les priver d'informations, les désinformer, les réprimander, les sanctionner et les punir pour insubordination. Cela signifie que l'État sait tout, et qu'il peut utiliser ces informations comme bon lui semble. C'est l'État de surveillance orwellien dans sa forme la plus pure.

En conséquence, les partenaires de la coalition souhaitent instaurer un « changement culturel et un leadership moderne », apparemment avec une élite dirigeante : « Les fonctionnaires sont les piliers de la stabilité de l'État allemand. Nous mettrons en place et promovons une culture de direction moderne et valorisante. » Étant donné que de nombreuses personnes recherchent aujourd'hui la sécurité dans le secteur public en ces temps d'une grande incertitude, ces citoyens privilégiés dirigeront alors les masses qui, aux côtés des responsables politiques signataires d'un tel accord de coalition, descendront dans la rue pour manifester en faveur de la démocratie ou pour réclamer l'interdiction de partis politiques. La division de la société progresse depuis un certain temps ; si elle est orchestrée par l'État, elle pourrait devenir explosive. Mais des préparatifs sont en cours pour y remédier.

Cela va dans le sens de l'annonce suivante : « En ce qui concerne les ennemis de la démocratie, le principe de “tolérance zéro” s'applique. Il incombe à l'État dans son ensemble et à la société de contrer toute déstabilisation de notre ordre fondamental démocratique et libre, et, ce faisant, de ne pas laisser nos services de sécurité se débrouiller seuls. ... Les services de sécurité

doivent se voir accorder l'autorisation de mener des analyses de données automatisées (basées sur l'IA) à des fins spécifiques. Dans certaines conditions strictement définies impliquant des crimes graves, nous avons l'intention de permettre aux forces de l'ordre d'utiliser l'identification biométrique à distance rétroactive pour identifier les auteurs.»

La « identification biométrique à distance », qui pose problème, est donc susceptible de devenir une pratique courante, et la persécution des dissidents sous prétexte de responsabilité sociale va s'intensifier. L'expérience a montré que les services de sécurité sont devenus largement autonomes ; que l'hostilité envers la démocratie et les « conditions strictement définies » sont sujettes à interprétation ; et que même des déclarations critiques à l'égard du système publiées sur des forums en ligne ou dans des échanges privés par e-mail surveillés par les services de renseignement peuvent déjà relever de la catégorie « déstabilisation de notre ordre démocratique fondamental ».

La surveillance doit être renforcée : « Nous durcissons les sanctions pouvant être imposées aux plateformes, en particulier en cas de défaillances systémiques dans la suppression de contenus criminels. » À cette fin, les autorités de régulation des médias se verront conférer le pouvoir légal de prendre des mesures plus fermes contre les « fausses informations, les discours de haine et l'incitation à la haine ». Les plateformes de réseaux sociaux devront lutter activement contre ce qui est considéré comme de la désinformation ; à défaut, elles s'exposent à des sanctions ou à une suspension. Critiquer le gouvernement deviendra ainsi encore plus risqué, d'autant plus que la dénonciation des détracteurs et la manipulation de l'opinion publique à leur rencontre font désormais partie du programme : « Nous continuons à soutenir des projets favorisant la participation démocratique par le biais du programme fédéral "Demokratie leben !" »

L'Allemagne doit devenir une « nation de l'IA », et les agences de sécurité doivent être autorisées à analyser des données « à l'aide de l'IA », apparemment sans tenir compte de la protection des données. Cela nécessitera vraisemblablement une « conception plus ouverte et positive de l'utilisation des données », ce qui est recommandé. Pour ceux qui refusent de se conformer ou qui sortent du rang, voici ce qui s'applique : « Dans le cadre du renforcement de la résilience de notre démocratie, nous réglerons la déchéance du droit de se présenter aux élections en cas de condamnations multiples pour incitation à la révolte. »

L'accord de coalition aborde également les questions de migration et d'intégration : « En tant que pays d'immigration, l'Allemagne est façonnée par des personnes d'horizons divers. Nous voulons rester un pays qui accueille les immigrants et rendre l'immigration qualifiée attractive pour notre marché du travail. » À cette fin, des voies d'entrée légales doivent être créées. L'intégration doit être activement encouragée, tandis que la migration irrégulière doit être « réduite » et que le refoulement des demandeurs d'asile aux frontières nationales doit être autorisé, même en cas de demande d'asile.

Une fois de plus, beaucoup de paroles creuses et des approches bien modestes pour résoudre les problèmes croissants causés par une « politique d'immigration » illégale. Mais à y regarder de plus près, l'Allemagne n'est pas, à l'instar des États-Unis, du Canada, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, un pays d'immigration ; c'est un pays d'afflux, et cette faille dans la politique migratoire de Merkel devrait enfin être reconnue et corrigée. Si tous les pays vers lesquels des personnes venues d'autres parties du monde souhaitent immigrer étaient considérés comme des pays d'immigration, alors la Suisse, par exemple, en ferait également partie. Mais les Suisses rejeteraient certainement cette idée sans hésitation.

En Suisse, il semble que les gens aient réussi à conserver leur indépendance d'esprit, même face au « rêve des technocrates » d'une numérisation et d'un enregistrement total. Le 28 novembre 2024, Norbert Häring a rendu compte d'un référendum dans le canton de Neuchâtel, qui garantit à ses citoyens le droit à « l'intégrité numérique » par le biais d'un amendement constitutionnel — c'est-à-dire « la protection contre le traitement abusif des données, la sécurité dans l'espace numérique et une vie hors ligne. ... Le canton s'engage à garantir l'accès à des interlocuteurs humains au sein de l'administration » — une lueur d'espoir dans la pénombre. [38]

La voie vers un avenir incertain

L'accord de coalition était censé clarifier la voie à suivre pour les années à venir. Au lieu de cela, il révèle les intentions inquiétantes, menaçantes et parfois alarmantes d'un groupe de politiciens qui se permettent de manipuler, d'intimider et de surveiller les citoyens — comme dans un spectacle de marionnettes — et peut-être même de les entraîner dans la guerre. Les partenaires de la coalition sont fiers de mettre cela en œuvre.

Friedrich Merz, qui a occupé le poste de président du conseil de surveillance de *BlackRock Asset Management Deutschland* jusqu'en 2020, [39] et qui avait promis de fournir à l'Ukraine des missiles de croisière Taurus, se considère apparemment déjà comme le commandant en chef dans la lutte contre la Russie. Et Lars Klingbeil, le coprésident du SPD — qui, jusqu'à présent, était resté plutôt discret —, se vante : « Nous sommes le pays le plus important et le plus puissant d'Europe, et c'est de nous que émanera la stabilité si nous parvenons à avoir ici un gouvernement stable. » [40]

Mais à peine l'accord de coalition avait-il été signé que des différends ont éclaté entre les partenaires au sujet du salaire minimum, des retraites, des réductions d'impôt sur le revenu pour les personnes à faibles et moyens revenus, ainsi que des droits de succession. [41] Et la stabilité dans un pays qui est actuellement en train de se ruiner ? Des aspirations à devenir une grande puissance dans un pays qui, selon la Charte des Nations unies, reste un État ennemi potentiel en état de capitulation sans condition ?

Klingbeil et Merz veulent continuer à soutenir l'Ukraine dans sa guerre avec des armes et de l'argent « aussi longtemps que nécessaire ». Klingbeil révèle son état d'esprit lorsqu'il déclare : « J'étais présent — ce fut un moment vraiment émouvant — lorsque le premier soldat ukrainien a tiré un coup de feu depuis un char Leopard 2. »[42] Tout comme son partenaire de coalition, il semble incapable de saisir à quel point ils nuisent à la démocratie et ce qu'ils font subir à « notre pays », dont ils ne cessent de parler.

Deux systèmes

C'est précisément dans cette situation d'avant-guerre qu'il y aurait une occasion de se libérer du vassalisme et de l'emprise militaire et culturelle des États-Unis, et de redécouvrir ses propres racines culturelles. À cet égard, la crise ukrainienne se présente non seulement comme un conflit entre l'Occident collectif et le Sud global — y compris la Russie —, mais aussi, au sens le plus large, comme un affrontement entre deux sphères culturelles : la culture occidentale dominée par les États-Unis, qui sombre dans la décadence, et une culture européenne conservatrice qui s'est développée au fil de l'histoire.

La Russie, actuellement en guerre, n'est peut-être pas un modèle en matière de droits civils, et bien sûr, les États-Unis ne se limitent pas à proposer des divertissements de bas étage ; mais si l'on part du principe que la culture est le fondement d'une société, l'impérialisme culturel américain revêt une importance considérable. On ne peut ignorer que, par le biais d'Hollywood et de Disneyland — en plus de ses actions militaires —, les États-Unis ont établi leur influence sur des milliards de personnes.

Il semble qu'en Russie, le plus grand pays d'Europe, malgré les politiques d'agression et de guerre de l'Occident et malgré de nombreux problèmes, des efforts soient déployés pour préserver une culture européenne empreinte de conscience, de spiritualité et d'humanité — quelle que soit la position de chacun sur la question. Une déclaration du président russe Vladimir Poutine va dans ce sens. Lors d'une rencontre avec des personnalités du monde culturel en mars 2024, il a déclaré : « Il y a beaucoup de bonnes choses dans la culture européenne d'aujourd'hui, mais il y a aussi de nombreux problèmes. Cela nous offre une occasion unique d'observer ce qui se passe dans la société post-industrielle et dans le monde, et d'y répondre de manière appropriée et en temps opportun. » [43]

Le niveau de haine et d'incitation à la haine dirigées contre la Russie — qui est toléré par l'écrasante majorité de la population et même soutenu par certains segments de la société — est scandaleux. Dans ces conditions, il sera difficile de rétablir une relation de confiance avec la Russie dans un avenir prévisible — or cela est nécessaire pour parvenir à la reprise économique et pour protéger la culture européenne des influences destructrices des États-Unis, qu'il convient d'évaluer d'un point de vue politique.

Conclusion

Quelle serait la situation de l'Allemagne et de l'Europe si les liens multiformes avec la Russie n'avaient pas été rompus ? Pour l'Allemagne en particulier, des relations économiques particulièrement bénéfiques pour les deux parties s'étaient développées avec la Russie. Il serait important de rétablir ces liens — et de le faire tant que Vladimir Poutine est encore président. Comme on le sait, il adopte une position pro-allemande et, malgré l'hostilité personnelle massive dont il a fait l'objet jusqu'à très récemment, il a proposé à plusieurs reprises une coopération amicale.

Pour opérer un changement de cap politique axé sur la paix et la prospérité des populations, il faudrait une réorientation fondamentale. Cela ne saurait signifier l'abandon des relations transatlantiques. Au contraire, une Allemagne neutre devrait rester ouverte tant à l'Ouest qu'à l'Est. En outre, il serait important de tirer parti du rapprochement avec la Russie initié par Donald Trump, ainsi que des tendances centrifuges au sein de l'UE, tant que cette fenêtre d'opportunité reste ouverte, afin de mettre un terme aux excès de l'UE en tant qu'organisation fondée sur des traités et de revenir à une Europe d'États souverains — ce qu'on appelle « l'Europe des patries » — sans remettre en cause la coopération entre eux.

Au lieu de s'engager sur cette voie de la raison, l'Allemagne est conduite au bord du gouffre par le gouvernement de Berlin dirigé par Friedrich Merz. Les déclarations de personnalités politiques de premier plan révèlent l'ampleur de l'incitation à la haine et du bellicisme : le ministre des Affaires étrangères Johann Wadepful déclare que la Russie sera toujours notre ennemie. Roderich Kiesewetter, membre de la CDU et de la commission des affaires étrangères du Bundestag, estime quant à lui : « Nous devons porter la guerre en Russie. » L'ancienne ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock a déclaré : «

Nous devons ruiner la Russie. » Le chancelier Friedrich Merz considère le président russe Vladimir Poutine comme « peut-être le plus grand criminel de guerre de notre époque ». Dans ces circonstances, comment les responsables politiques russes pourraient-ils même continuer à dialoguer avec leurs homologues allemands ?

Il est actuellement impossible de prédire ce qui va se passer ensuite. Mais les perspectives ne sont guère réjouissantes. Sur le plan international, on observe un mépris croissant pour le droit international et l'intégrité des autres États ; sur le plan national, l'Allemagne se retrouve dans une situation d'avant-guerre, sous la tutelle d'un gouvernement contrôlé depuis l'étranger qui fait fi des intérêts de sa propre population. Or, pour opérer le changement politique dont le pays a un besoin urgent, il faudrait une société civile forte et consciente. C'est une situation paradoxale, car le gouvernement actuel, avec l'aide du pouvoir judiciaire et de la Commission européenne, réprime tout ce qu'il qualifie de « délégitimation de l'État » ou de « propagande en faveur de la Russie ». Par conséquent, la seule chance qui reste à ceux qui prônent la paix et s'opposent à une guerre avec la Russie est de continuer à informer le public sur la situation politique réelle, malgré toute l'opposition.

L'écrivain et journaliste Wolfgang Bittner, docteur en droit, vit à Göttingen. Son dernier ouvrage, « Geopolitik im Überblick. Deutschland-USA-EU-Russland » [La géopolitique en bref : l'Allemagne, les États-Unis, l'UE et la Russie], a été publié par les éditions Hintergrund à Berlin en 2025. Le texte ci-dessus est le manuscrit d'un discours prononcé par Wolfgang Bittner à Göttingen le 6 juin 2026, auquel ont été ajoutées des références bibliographiques.

Notes et sources

1. Voir www.lto.de/recht/hintergruende/h/bgh-2str54-24-urteil-revision-verworfen-familienrichter-weimar-rechtsbeugung-corona
2. « Macht und Herrschaft ». Éditions Hintergrund GmbH, Berlin 2025, p. 11.
3. Voir www.zdfheute.de/politik/ausland/merz-frieden-bedrohung-russland-100.html
4. Voir www.berliner-zeitung.de/politik-gesellschaft/geopolitik/kuenftiger-aussenminister-wadephul-russland-wird-immer-ein-feind-fuer-uns-bleiben-li.2320148
5. Voir ZDF heute, *ibid.*
6. Voir www.rationalgalerie.de/home/virulente-meinungsfreiheit
7. www.rubikon.news/artikel/das-gehorsamkeits-experiment
8. Voir <https://fragdenstaat.de/dokumente/4123-wie-wir-covid-19-unter-kontrolle-bekommen/>
9. Voir www.berliner-zeitung.de/politik-gesellschaft/bundeswehr-reservistenchef-fordert-rueckkehr-der-wehrpflicht-tausend-tote-oder-verletzte-am-tag-li.10001977
0. Francfort-sur-le-Main, 2019. Voir également Rainer Mausfeld : *Das Schweigen der Lämmer*. Francfort-sur-le-Main, 2018
1. Daniela Dahn et Rainer Mausfeld : « TamTam und Tabu », Francfort-sur-le-Main, 2020, p. 201 et suivantes.
2. Voir www.cbsnews.com/news/germany-online-hate-speech-prosecution-60-minutes/
3. Beck, membre de l'Alliance 90/Les Verts, était députée au Bundestag et secrétaire d'État au ministère de la Famille.
4. Fücks, qui a siégé au conseil d'administration de la Fondation Heinrich Böll — une organisation affiliée au Parti des Verts — jusqu'en 2017, était un membre éminent de la Ligue communiste d'Allemagne de l'Ouest (KBW) dans les années 1970 et a occupé le poste de porte-parole du comité exécutif fédéral du Parti des Verts en 1989.
5. Voir www.tagesschau.de/faktenfinder/kontext/ganser-guerot-krone-schmalz-101.html
6. Voir www.nachdenkseiten.de/?p=110662
7. Voir www.nius.de/analyse/geheimplan-gegen-deutschland-wie-das-staatlich-finanzierte-portal-correctiv-eine-wannseekonferenz-2-0-erfand/37538eef-f58a-4ec1-852c-7273115871fe
8. Voir www.stern.de/politik/alina-lipp-und-thomas-roeper--eu-verhaengt-sanktionen-gegen-deutsche-35741804.html
9. Voir <https://seniora.org/politik-wirtschaft/politik/was-die-verhaengung-von-sanktionen-gegen-thomas-roeper-bedeutet>
0. Voir www.berliner-zeitung.de/politik-gesellschaft/geopolitik/eu-sanktioniert-jacques-baud-wie-ein-blitz-aus-heiterem-himmel-li.10010959
1. Voir www.youtube.com/watch?v=RO04jnJa36w (consulté le 28/12/2025)
2. <https://forumgeopolitica.com/de/artikel/alles-desinformation-wie-der-staat-in-die-meinungs-und-pressefreiheit-ingreift>
3. *Ibid.*
4. Voir www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Frank-Walter-Steinmeier/Reden/2025/11/251109-9-November-Matinee.html
5. Voir www.spd.de/fileadmin/Dokumente/Koalitionsvertrag2025_bf.pdf
6. www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2024/kw23-de-regierungsbefragung-1002264
7. Voir www.ardmediathek.de/video/caren-miosga/geht-so-ihr-politikwechsel-herr-merz-mit-gebaerdensprache/das-erste/Y3JpZDovL2Rhc2Vyc3RlLmRlL2NhcmVuLW1pb3NnYs8yMDI1LTA0LTExXzIxLTQ1LU1FU1ovZ2ViYWVvYzGVuc3ByY
8. Doctorow est le coordinateur européen de l'*American Committee for East-West Accord* à Bruxelles.
9. Voir <https://gilbertdoctorow.com/2025/04/15/friedrich-merz-the-most-dangerous-german-leader-since-adolf-hitler/>
0. Voir www.fr.de/politik/putin-vertrauter-reagiert-auf-merz-aurus-plan-denk-nochmal-nach-nazi-zr-93683831.html
1. Voir www.tagesschau.de/ausland/europa/ukraine-merz-aurus-russland-kreml-medwedew-100.html
2. Stepan Bandera (1909–1959), criminel de guerre, meurtrier et collaborateur nazi, est vénéré comme un héros national.

3. Voir www.welt.de/debatte/kommentare/article255971068/Gastbeitrag-Die-Zukunft-der-Ukraine-haengt-jetzt-auch-von-Friedrich-Merz-ab.html?wtrid=socialmedia.socialflow....socialflow_twitter
4. Ibid.
5. Voir Wolfgang Bittner, *Niemand soll hungern, ohne zu frieren*, p. 69–73
6. Voir www.zdfheute.de/politik/g7-gipfel-merz-100.html
7. Voir <https://norberthaering.de/news/koalitionsvertrag-digitalzwang/>
8. <https://norberthaering.de/news/neuenburg-digitale-integritaet/>
9. *BlackRock Inc., une société d'investissement américaine, gère plus de 10 000 milliards de dollars américains d'actifs à l'échelle mondiale.*
0. Voir www.youtube.com/watch?v=7qvDCT96B6w [consulté le 19 avril 2025]
1. Voir www.fr.de/politik/senkung-der-einkommensteuer-spd-geht-auf-konfrontationskurs-93684719.html
2. Voir <https://rtde.agency/meinung/190373-lars-klingsbeil-neuer-tiefpunkt-in/>. Ainsi que : <https://weltexpress.info/lars-klingsbeil-ein-neuer-tiefpunkt-in-der-geschichte-der-spd/>
3. Voir <https://rtde.org/kurzclips/video/200901-ist-unmoeglich-putin-ueber-abschaffung-der-russischen-kultur/>

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Merkel, Angela Allemagne L'OTAN